

PROJET DE CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La société ADSERVIO, sise au 103 Quai du Président Roosevelt 92130 Issy Les Moulineaux, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 525318010, représentée par Monsieur Anis ZOUAOUI, agissant en qualité de Gérant,

D'une part,

Et

D'autre part,

Monsieur Ali BOUSSOUF né le 26 Juillet 1982 à Tanger Maroc et demeurant à Rue Aboubaker Elkadiri Résidence Hammou IMM 17 N 188 Sidi Maarouf, Casablanca Maroc.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Monsieur Ali BOUSSOUF entre au service de la société ADSERVIO sous contrat à durée indéterminée à compter du 14 Janvier 2019. D'un commun accord entre les parties, il apparaît nécessaire de préciser les conditions et les modalités de l'engagement de Monsieur Ali BOUSSOUF

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT

A compter du 14 Janvier 2019, la société ADSERVIO engage Monsieur Ali BOUSSOUF comme salarié, sous réserve de la visite médicale d'embauche et sous réserve de la réponse de la DIRECCTE. Monsieur Ali BOUSSOUF qui accepte cet engagement, déclare formellement n'être lié à aucune autre entreprise.

ARTICLE 2 : CONVENTION COLLECTIVE

Les conditions de travail de Monsieur Ali BOUSSOUF seront régies par les dispositions de la Convention Collective Nationale des Bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseils, applicable à l'entreprise.

ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une période indéterminée.

ARTICLE 4 : FONCTIONS ET MISSIONS

Monsieur Ali BOUSSOUF exercera la fonction d'Ingénieur JAVA/JEE, statut cadre (Niveau 3.1- Coefficient 170).

Monsieur Ali BOUSSOUF devra, de façon permanente, mettre en œuvre les moyens propres à perfectionner et à faire évoluer, dans l'intérêt de l'entreprise, les procédés, méthodes et pratiques en matière technique.

Ces fonctions ont par nature un caractère évolutif. En raison de leur technicité, elles peuvent nécessiter des adaptations liées à l'évolution technique et/ou scientifique.

Les missions qui seront confiées à Monsieur Ali BOUSSOUF sont décidées par la Direction de la société ADSERVIO, en application des règles d'organisation interne qu'elle détermine. Il pourra alors lui être demandé d'exécuter des tâches supplémentaires, en rapport avec ses fonctions et compétences, sans que cela ne conduise à une augmentation de la rémunération prévue au présent contrat. Monsieur Ali BOUSSOUF ne pourra en refuser l'exécution. Il devra, dans l'exécution de ses missions, suivre les directives qui lui sont assignées, reçues par voie d'instructions ou notes de service dans le respect du caractère substantiel de ses fonctions et qualifications.

ARTICLE 5 : PERIODE D'ESSAI

La période d'essai de Monsieur Ali BOUSSOUF est fixée à 4 mois, renouvelable une fois.

Cette période devant correspondre à du temps de travail effectif, toute période d'absence pour quelque motif que ce soit suspendra la période d'essai et en prolongera d'autant sa durée.

ARTICLE 6 : DUREE DU TRAVAIL

Le salarié effectuera un horaire hebdomadaire de 38,50h de temps de travail effectif.

Il est rappelé qu'elle dispose d'une certaine autonomie dans la gestion et l'organisation de son temps de travail, mais qu'il lui appartient cependant de respecter la durée de travail en vigueur chez ADSERVIO, qui est actuellement de 38,5 heures (35h + 10%). En compensation, des jours de RTT sont attribués annuellement, dont 5 à minima pourront être décidés par la Direction. Ces jours ne sont aucunement cumulables d'une année sur l'autre.

Il ne pourra y avoir d'heures supplémentaires que sur demande expresse et écrite validée par la direction d'ADSERVIO.

ARTICLE 7 : REMUNERATION

En rémunération de ses fonctions et à la date du présent contrat, Monsieur Ali BOUSSOUF percevra une rémunération brute mensuelle fixée à 4000 euros, sur la base de douze mois par an.

S'ajoutent à sa rémunération :

- Une prime de vacances égale à 1% de son salaire brut annuel de base
- Une prime liée à sa capacité à accompagner la Société dans son développement et dont les modalités sont les suivantes :

Elément déclencheur	Montant	Remarque
Information commerciale	325 euros	Le salarié fournit une information commerciale à son manager lui permettant de démarrer un nouveau projet chez un autre client.
Démarrage d'un projet d'un autre collaborateur de la société	500 à 1.000 euros	Le salarié par son implication décisive permet le démarrage d'un ou plusieurs consultants sur un nouveau projet client. Le montant est déterminé par le manager en fonction de la durée de la prestation et du profil des intervenants mis en projet.
Démarrage projet d'un consultant lui-même	1.500 euros	Le salarié permet le lancement d'un nouveau projet dans la réalisation duquel il s'implique lui-même.
Prime de cooptation	1.000 euros	Le salarié coopte un ancien collègue/ami. La prime est actée après validation de la période d'essai de ce dernier.

Tous avantages, gratifications ou primes autres que ceux mentionnés dans le présent article que la Société accorderait, de façon ponctuelle, occasionnelle ou même régulière, seront toujours considérés comme des libéralités révocables à tout moment et n'impliqueront dès lors aucun engagement de la Société pour l'avenir.

ARTICLE 8 : ACCESSOIRES DU SALAIRE

En sus de sa rémunération, Monsieur Ali BOUSSOUF pourra bénéficier du versement de tickets restaurant, s'élevant ce jour à 9 euros et dont 41% seront pris en charge par lui-même.

ARTICLE 9 : LIEU DE TRAVAIL

Monsieur Ali BOUSSOUF exercera ses fonctions dans les locaux de la société ADSERVIO situés au 103 Quai du Président Roosevelt 92130 Issy Les Moulineaux. Le lieu de travail peut être déplacé à tout moment par l'employeur.

Les besoins liés à l'organisation et à la bonne marche de l'entreprise ou certaines opportunités spécifiques pourront, à tout moment, conduire à un changement de ce lieu de travail, sans que cela constitue une modification du présent contrat.

Monsieur Ali BOUSSOUF pourra être amené à se déplacer dans le cadre de ses fonctions, en France ou à l'étranger.

ARTICLE 10 : CONGES PAYES

Conformément aux dispositions légales et conventionnelles, Monsieur Ali BOUSSOUF bénéficiera de 2,08 jours ouvrés de congés par mois de travail effectif, acquis sur la période courant du 1^{er} juin au 31 mai de l'année suivante.

ARTICLE 11 : FRAIS PROFESSIONNELS

Les frais et débours que Monsieur Ali BOUSSOUF engagera pour l'établissement de ses fonctions et nécessaires à l'exercice de ces dernières lui seront remboursés après validation de la Direction, sur présentation des justificatifs, sous réserve que ces dépenses restent dans des proportions raisonnables et limites appropriées, et qu'elles correspondent à un usage strictement professionnel.

ARTICLE 12 : RETRAITE

Monsieur Ali BOUSSOUF affilié, pour la retraite complémentaire, à AG2R (REUNICA) Retraite, située 154 rue Anatole France 92599 Levallois Perret Cedex.

ARTICLE 13 : ENTRETIEN PROFESSIONNEL

Monsieur Ali BOUSSOUF bénéficiera tous les deux ans d'un entretien professionnel consacré à ses perspectives d'évolution professionnelle, notamment en termes de qualifications et d'emploi.

ARTICLE 14 : PROPRIETE INTELLECTUELLE - INVENTIONS

En application des dispositions de l'article L.611-7 du Code de la Propriété Intellectuelle, Monsieur Ali BOUSSOUF reconnaît que toute invention, programmes, amélioration ou découverte faite ou révélée par lui pendant la durée de son contrat de travail avec la société ADSERVIO, et survenant à l'occasion ou en relation avec son emploi ou utilisant directement ou indirectement des éléments sources, travaux de la Société ou de ses clients, sera considérée comme étant intervenue dans le cadre de l'exercice normal de son travail et pour le compte de la Société.

L'invention, l'amélioration ou la découverte et leurs bénéfices appartiendront exclusivement à la société ADSERVIO et Monsieur Ali BOUSSOUF devra aussitôt communiquer à la Société toutes particularités de ladite invention, amélioration ou découverte.

Monsieur Ali BOUSSOUF devra, sur demande de la Société, tant pendant la durée de son contrat qu'après sa rupture, prendre toutes les mesures nécessaires afin d'obtenir que soient accordées à la Société des brevets ou toutes protections des droits de propriété intellectuelle portant sur l'invention, l'amélioration ou la découverte.

En application de l'article L.113-9 du Code de la Propriété Intellectuelle, tout logiciel et leur documentation qui serait créé, adapté ou modifié par Monsieur Ali BOUSSOUF dans l'exercice de ses fonctions ou d'après les instructions de la Société appartiendra à la Société à laquelle sont dévolus tous les droits patrimoniaux.

En contrepartie de sa rémunération au titre du présent contrat, Monsieur Ali BOUSSOUF cède, par les présentes, la propriété ainsi que l'ensemble de ses droits dans tous les autres droits de propriété intellectuelle relatifs à l'activité de la société ADSERVIO résultant du travail individuel ou collectif de Monsieur Ali BOUSSOUF dans l'exercice de ses fonctions au sein de la Société. Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage à signer ou fournir tout document nécessaire à l'effectivité de cette cession.

ARTICLE 15 : PROTECTION DES LOGICIELS

L'utilisation des logiciels informatique au sein de la société ADSERVIO est soumise à l'obtention de licences d'utilisation accordées par diverses entreprises extérieures. La Société n'est pas propriétaire des droits de ces logiciels ou de leur documentation et, sauf autorisation expresse du concepteur, ne dispose pas du droit de les reproduire.

Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage à utiliser les logiciels sur des réseaux ou sur des machines indépendantes dans le respect des termes de la licence d'utilisation.

Monsieur Ali BOUSSOUF reconnaît qu'il a pleinement connaissance qu'en vertu des dispositions légales, la reproduction illégale de logiciels constitue une infraction susceptible de poursuites judiciaires civiles et/ou pénales. La réalisation, l'acquisition ou l'utilisation de copies illégales de logiciels par Monsieur Ali BOUSSOUF à l'occasion de son activité professionnelle pourra entraîner son licenciement immédiat.

ARTICLE 16 : NON PIRATAGE

Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage à respecter la législation sur la propriété des logiciels et à ne pas se rendre responsable, directement ou indirectement, de piratage de logiciels informatiques dans l'exercice de ses fonctions pour le compte de la Société.

Il s'engage à respecter le droit de propriété de la Société en ce qui concerne tous les éléments de propriété industrielle et intellectuelle et savoir-faire appartenant à celle-ci.

ARTICLE 17 : UTILISATION D'INTERNET ET DE LA MESSAGERIE

L'utilisation de messageries et de connexions Internet est exclusivement réservée à l'usage professionnel en liaison avec l'activité de la société ADSERVIO.

Monsieur Ali BOUSSOUF doit s'interdire toute connexion avec des sites à caractère injurieux, raciste, pornographique ou diffamatoire. Toute connexion à ces sites pendant les heures de travail pourra entraîner des sanctions disciplinaires.

ARTICLE 18 : NON DEBAUCHAGE

Monsieur Ali BOUSSOUF s'interdit d'inciter ou de tenter d'inciter de quelque manière que ce soit tout salarié, consultant ou mandataire social à quitter la Société ou à entrer au service sous quelque forme que ce soit d'un client ou d'une société concurrente de la société ADSERVIO.

Toute violation de la présente clause de non-débauchage rendra automatiquement Monsieur Ali BOUSSOUF redevable d'une pénalité fixée dès à présent et forfaitairement, au montant de la rémunération perçue par le salarié, consultant ou mandataire débauché au cours des douze derniers mois d'activité, pénalité due pour chaque infraction constatée, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure d'avoir à cesser l'activité concurrentielle.

Cette pénalité est due nonobstant tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par la société ADSERVIO en raison du préjudice subi par cette dernière du fait du non-respect de la clause de non-débauchage par Monsieur Ali BOUSSOUF.

ARTICLE 19 : FIDELITE

Pendant la durée du présent contrat, Monsieur Ali BOUSSOUF prend l'engagement de ne participer, sous quelque forme que ce soit, à aucune activité concurrente de la société ADSERVIO qui l'emploie.

ARTICLE 20 : EXCLUSIVITE

Pendant toute la durée du présent contrat, Monsieur Ali BOUSSOUF devra réserver en exclusivité tout le temps nécessaire et ses soins à la société ADSERVIO.

De même, Monsieur Ali BOUSSOUF s'interdit de s'intéresser directement ou indirectement de quelque manière et à quelque titre que ce soit, à toute affaire susceptible de concurrencer par son activité celle de la société ADSERVIO.

Sauf accord écrit de la société ADSERVIO, Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage à n'exercer aucune activité professionnelle complémentaire à celle qu'il exerce dans le cadre du présent contrat.

Article 21 – CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Compte tenu de la nature des fonctions exercées par Monsieur Ali BOUSSOUF au sein de la Société ADSERVIO, le Salarié s'engage, postérieurement à la rupture de son contrat de travail quels que soient la cause et l'auteur de la rupture, à ne pas travailler ou s'intéresser directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit, à toute entreprise susceptible de concurrencer la société ADSERVIO, dans l'une quelconque de ses activités telles qu'exercées au moment de la rupture.

De même, Monsieur Ali BOUSSOUF s'interdit de participer, directement ou indirectement, par personne interposée, seul ou avec d'autres salariés de l'employeur, à la création d'une société susceptible de concurrencer la société ADSERVIO ou l'une de ses filiales, dans l'une quelconque de ses activités telles qu'exercées au moment de la rupture.

Cet engagement est limité au territoire français et à une durée d'un an à compter de la date de cessation définitive des relations contractuelles.

En contrepartie de cette obligation de non-concurrence, le salarié percevra, à compter de la date de son départ effectif et pendant toute la durée d'application de la présente clause, une indemnité mensuelle brute d'un montant égal à 25% de son salaire mensuel brut moyen, calculé sur la moyenne des salaires bruts perçus par Monsieur Ali BOUSSOUF au cours des douze derniers mois.

La Société se réserve néanmoins la possibilité de réduire la durée d'application de la présente clause ou de renoncer au bénéfice de la présente clause en informant Monsieur Ali BOUSSOUF par écrit au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la lettre de rupture du contrat de travail ou, le cas échéant, au plus tard à la date du départ effectif du salarié.

La société ADSERVIO sera intégralement libérée de son obligation de paiement de l'indemnité de non-concurrence en cas de renonciation pure et simple à l'application de la présente clause ou à due proportion en cas de réduction de la durée d'application de l'obligation de non-concurrence.

Toute violation de la présente clause de non-concurrence entraînera de plein droit la cessation du paiement de l'indemnité de non-concurrence et Monsieur Ali BOUSSOUF sera tenu de rembourser à la Société les sommes versées à ce titre.

La violation de la présente clause rendrait par ailleurs le salarié redevable d'une somme indemnitaire équivalente à 6 mois de salaire, calculée sur la moyenne des salaires bruts perçus par Monsieur Ali BOUSSOUF au cours des douze derniers mois, sans préjudice de la possibilité pour la société ADSERVIO de solliciter une indemnisation complémentaire si elle devait souffrir d'un préjudice plus important.

En outre et en pareille hypothèse, la Société se réserve le droit de faire cesser l'activité concurrente et d'intenter toute action en réparation du préjudice subi.

ARTICLE 22 : CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage expressément à maintenir une confidentialité absolue, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la société ADSERVIO, quant à la teneur des documents et informations dont il aurait eu connaissance au cours de ladite collaboration.

En particulier, Monsieur Ali BOUSSOUF se déclarant lié à cet égard au secret professionnel le plus absolu, s'engage expressément à ne pas divulguer à des tiers les informations concernant notamment :

- L'organisation, les activités, les études (administratives, commerciales, industrielles ou financières) et/ou résultats financiers de la Société et/ou ses clients et prospects ;
- Les techniques, savoir-faire, méthodes, projets, études, ainsi que les idées afférentes à ces domaines, développés ou mis en œuvre au sein de la Société et/ou chez ses clients et prospects ;
- Les informations concrètes ou les prévisions relatives à des produits, procédés et applications techniques, fichiers clients, méthodes de fixation des prix, données en matière de ressources humaines et d'organisation de la Société, sur les fournisseurs, les contrats, et de façon générale toute information concernant les produits, opérations commerciales ou clients de la Société.

Cette obligation de confidentialité joue tant à l'égard des tiers que des salariés de l'entreprise. Elle s'appliquera pendant toute la durée du contrat de travail et se prolongera après la rupture de celui-ci pour quelque motif que ce soit.

Toute inobservation de cette stricte obligation constitue une faute lourde et justifie non seulement un congé immédiat, et, en outre réparation du préjudice causé.

ARTICLE 23 : RETOUR DU MATERIEL ET DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage à protéger le matériel et les documents de la société ADSERVIO et en particulier à n'y donner accès à aucun tiers.

Monsieur Ali BOUSSOUF s'engage à retourner immédiatement tout objet, documents, matériels et en général tout item lié aux activités de la société ADSERVIO ou de sociétés affiliées – en particulier tout plan, toute liste de clients et de prix, tout document imprimé, tout document/certificat officiel, tout dessin/schéma, toute note, tout projet de document et toute copie physique ou informatique des éléments cités précédemment à tout moment durant la période de validité du présent contrat sur demande de l'employeur. Cette obligation de restitution est automatique dans le cas où Monsieur Ali BOUSSOUF quitterait la société ADSERVIO et devra être appliquée même sans requête préalable de l'employeur.

Si Monsieur Ali BOUSSOUF ne remplit pas les obligations citées ci-dessus, la société ADSERVIO sera en droit de réclamer des compensations de nature pécuniaire.

ARTICLE 24 : INCAPACITE DE TRAVAIL ET ABSENCES

En cas d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'accident, Monsieur Ali BOUSSOUF est tenu de prévenir immédiatement la Société dès le premier jour ouvrable d'incapacité.

Il devra en outre, dans les 48 heures suivant le début de l'incapacité, fournir à la Société un certificat médical justifiant son absence, en fixant la durée probable et précisant si les sorties sont ou non autorisées.

Toute absence injustifiée de sa part pourra être considérée par l'employeur comme un motif grave autorisant la Société à mettre fin au contrat de travail sans préavis ni indemnité.

ARTICLE 25 : FIN DU CONTRAT

Le présent contrat pourra être résilié par chacune des parties conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

Le délai de préavis devant être observé par l'employeur ou par Monsieur Ali BOUSSOUF en cas de rupture du contrat de travail est fixé par les articles L.122-5 et L.122-6 du Code du Travail ainsi que par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseils, applicable à l'employé en fonction de son ancienneté.

A la fin du présent contrat, pour quelque raison que ce soit, Monsieur Ali BOUSSOUF mettra à la Société tous les documents qu'il aura reçus pour l'accomplissement de son travail.

ARTICLE 26 : DECLARATIONS

Monsieur Ali BOUSSOUF devra faire connaître à la Société sans délai toute modification postérieure à son engagement qui pourrait intervenir dans son état civil, sa situation de famille et son adresse.

Toute modification du présent contrat devra être faite au moyen d'un avenant signé par toutes les parties au contrat.

ARTICLE 27 : DISPOSITIONS DIVERSES

Monsieur Ali BOUSSOUF reconnaît avoir pris connaissance du règlement intérieur qui lui est remis ce jour en mains propres contre décharge, et en accepte toutes les dispositions.

Les parties s'engagent à respecter les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur dans l'entreprise.

ARTICLE 28 : DROIT APPLICABLE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Pendant toute la durée du présent contrat, seul le droit français est applicable.

Tout litige découlant du présent contrat et qui ne peut être réglé à l'amiable, sera soumis aux juridictions compétentes.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le 19/11/2018

Ali BOUSSOUF

(Signature précédée de la mention
manuscrite « lu et approuvé »)

Ines AYACHI

Responsable Recrutement
Pour la société ADSERVIO